

**COMITÉ DU 30 JANVIER 2013**

Berne, le 25 janvier 2013

Annexe 9 – DH

Projet

**Stratégie énergétique 2050**

Voir texte ci-après

Bundesamt für Energie  
Sektion BP  
3003 Bern

[energiestrategie@bfe.admin.ch](mailto:energiestrategie@bfe.admin.ch)

Berne, le 31 janvier 2013

## **Stratégie énergétique 2050 : résumé de la prise de position de l'USS**

L'USS est a priori satisfaite de la Stratégie énergétique 2050, mais critique le fait que ce premier train de mesures ne permettra pas d'atteindre les objectifs visés en matière de climat. La deuxième étape, une taxe d'incitation (réforme fiscale écologique), devra avoir une incidence beaucoup plus importante sur l'efficacité énergétique et la réduction de la consommation d'énergie afin que la protection du climat devienne effective.

D'un point de vue syndical, les éléments centraux sont les suivants :

- un approvisionnement fiable en énergie,
- la garantie d'emplois qualifiés,
- une répartition socialement acceptable des coûts et des investissements durables,
- l'encouragement de la recherche et du développement.

### **1 L'approvisionnement en énergie est un service public : pas de libéralisation plus poussée du marché de l'électricité.**

L'approvisionnement en énergie est une tâche des pouvoirs publics et doit le rester. Les entreprises publiques d'approvisionnement en électricité, tout spécialement les services techniques municipaux, sont les précurseurs du tournant énergétique et leur situation financière est stable. Les entreprises énergétiques doivent pouvoir planifier ce tournant avec une clientèle fixe, au lieu de se faire concurrence. L'USS refuse toute nouvelle ouverture du marché parce que cela n'avantagerait en rien les clients, mais mettra les entreprises énergétiques sous pression et menacera des emplois.

### **2 Les réseaux sont un monopole naturel piloté par les pouvoirs publics**

L'infrastructure des réseaux constitue un monopole naturel et doit rester la propriété des pouvoirs publics. Aujourd'hui, le réseau de transport appartient à la Société nationale pour l'exploitation du réseau, Swissgrid, dont la majorité des actions est aux mains des grands groupes électriques. Ceux-ci veulent un commerce de l'électricité transfrontalier et, par conséquent, faire avancer le développement du réseau de transport. L'approvisionnement décentralisé intérieur en énergies renouvelables a par contre besoin d'une restructuration du réseau de distribution. Les décisions prises au sujet du développement du réseau doivent reposer sur une base

démocratique parce que les coûts induits sont reportés sur le prix de l'électricité. Les pouvoirs publics doivent déléguer dans le conseil d'administration de Swissgrid des spécialistes qui ne sont liés à aucun intérêt.

### **3 Garantir des emplois qualifiés au moyen d'une convention collective de travail**

La branche énergétique est sous pression, des départements entiers en sont délocalisés et les conditions de travail se dégradent. On a donc besoin de spécialistes hautement qualifiés pour préserver la qualité de l'infrastructure du réseau. Seul un bon réseau garantit un approvisionnement fiable en énergie. C'est pourquoi l'USS demande à la Confédération de s'engager pour qu'une convention collective de travail de la branche énergétique soit négociée maintenant. Swissgrid ne doit plus avoir le droit de confier des mandats qu'à des entreprises qui offrent de bonnes conditions de travail et ne pratiquent pas la sous-enchère salariale.

### **4 Répartir équitablement les coûts : une stratégie énergétique économique et socialement durable**

Le tournant énergétique peut se faire de manière écologique, économique et sociale. Pour cela, les coûts doivent être répartis équitablement entre tous les consommateurs finaux. La politique en matière d'électricité et d'énergie doit être transparente. Seules quelques rares entreprises (à très forte consommation d'énergie) peuvent être déchargées des adjudications et des redevances. Les rétributions à l'injection pour les énergies renouvelables doivent être raisonnables, mais ne pas entraîner de profit. Toutes les mesures doivent être conçues de manière à pouvoir être remplacées dans quelques années par une taxe incitative unique, dont s'acquitteront tous les consommateurs finaux et qui sera rétrocédée à tout le monde.

### **5 Profiter des opportunités pour le site industriel et de recherche suisse**

La formation dans les branches MINT (technologies de production, de réseau et de stockage), dans le conseil et l'assainissement en matière d'énergie doit être intensifiée. L'USS demande que la recherche appliquée en énergie et la formation dans les professions techniques soient aussi encouragées au niveau secondaire.

### **6 Le tournant énergétique suppose aussi un tournant dans les transports : développement des transports publics**

Le trafic voyageurs et le transport des marchandises vont massivement augmenter ces prochaines années. La fourniture de services de transports publics sur tout le territoire fait aussi partie du tournant énergétique. C'est pourquoi l'USS demande que ceux-ci soient développés, que la charge supportée par les usagers et usagères des transports publics ne soit pas augmentée et qu'une taxe sur le CO<sub>2</sub> soit introduite sur les carburants.

### **Réponses aux questions détaillées de la consultation**

- Il est juste de donner la priorité à l'efficacité énergétique ; la consommation d'électricité doit être stabilisée et réduite autant que faire se peut.
- Il faut étudier une taxe incitative efficace.

- Il s'agit de renforcer et accélérer le développement du photovoltaïque (100 MW/a), mais aussi d'adapter régulièrement le taux de la rétribution aux coûts de revient des installations et de réduire la durée de la rétribution ; il faut encourager les petites installations au moyen d'une contribution unique.
- Il ne faut ni prévoir de nouvelles déductions fiscales pour les assainissements de bâtiments, ni renforcer le programme Bâtiment, mais prendre des mesures contre les hausses de loyers entraînées par des assainissements.
- Il est juste de fixer des objectifs aux entreprises d'approvisionnement en électricité en matière d'économie d'énergie, mais on doit empêcher que des emplois soient supprimés et garantir la qualité de ces derniers dans la branche énergétique.
- La protection des paysages et celle de l'environnement ne doivent pas être mises en concurrence : il ne faut pas uniquement définir des zones « utilisées », mais aussi des zones protégées.
- La technologie du couplage chaleur-force doit être encouragée ; elle représente un complément judicieux à la production d'électricité en hiver.

### Questions générales

- 1 Êtes-vous dans l'ensemble d'accord avec le projet mis en consultation concernant la Stratégie énergétique 2050?

Oui

#### Remarques:

Eine übergreifende Planung von Bund, Kantonen und Gemeinden ist entscheidend. Siedlungsentwicklung, Verkehrs- und Energiestrukturen müssen miteinander abgestimmt werden, die dezentrale Planung muss kantonsübergreifend erfolgen. Landschaftsschutz und der Zubau von erneuerbaren Energien dürfen nicht gegeneinander ausgespielt werden und demokratische Rechte müssen gewahrt bleiben. Wenn erneuerbare Energien strukturschwachen Regionen eine signifikante Wertschöpfung bringen, ist dies auch Gewähr für eine erhöhte gesellschaftliche Akzeptanz. Die Studie der Schweizerischen Energiestiftung SES zum kantonsspezifischen Arbeitskräftepotenzial durch erneuerbare Energien ist diesbezüglich von grossem Nutzen.

Die öffentliche Hand ist mit der Energiestrategie auch selbst als Arbeitgeberin in der Pflicht, unter künftig komplexen Bedingungen dafür zu sorgen, dass die Qualität der Arbeitsplätze in der Energiebranche während dieses Prozesses gut bleibt und dass in die Qualifikation der Mitarbeitenden investiert wird.

- 2 Etes-vous d'accord avec la Stratégie énergétique 2050 qui procède par étapes (deuxième étape selon le chiffre 1.4 du rapport explicatif)?

*Rapport explicatif: 1.3 (premier paquet de mesures), 1.4 (deuxième étape)*

Oui

#### Remarques:

Die Etappierung mittels eines ersten Massnahmenpakets ist sinnvoll, damit der Prozess in absehbarer Zeit in Gang gesetzt werden kann. Ebenfalls macht es Sinn, im Paket einen Schwerpunkt in der Energieeffizienz zu setzen, da der Stromverbrauch unbedingt stabilisiert, nach Mög-

lichkeit auch reduziert werden muss. Die Etappierung muss aber die Weichen für die zweite Phase mit der Lenkungsabgabe richtig stellen. Vermutlich kommt es zu einer Überschneidung von Fördersystem (Vergütungsverträge und Investitionsbeiträge) mit Lenkungssystem während eines Zeitraums von 6 oder mehr Jahren. Es braucht eine Analyse der Belastung der Endverbraucher und der Zunahme von Mitnahmeeffekten in dieser Phase.

Die Etappierung darf den Zubau von erneuerbaren Energien nicht verzögern, sonst ist der Ausstieg aus der Atomenergie gefährdet. Der Zubau von Photovoltaik muss sehr viel forciert angegangen werden, dies ist auch ein grundsätzlich strategischer Entscheid für einen Schwerpunkt auf inländischer Stromproduktion (und Wertschöpfung) gegenüber hohem Stromimport. Auch wenn zum jetzigen Zeitpunkt Stromimport günstiger ist als die Förderung einer inländischen Produktion von erneuerbaren Energien, ist diese Sichtweise kurzsichtig: Sie ignoriert die Dynamik der Gestehungskosten der Photovoltaik und sie behindert die produktive Anwendung von Technologieentwicklungen im Inland wie auch deren hohes Exportpotenzial.

### 3 Etes-vous d'accord de lier la sortie progressive du nucléaire au présent paquet de mesures?

Oui

#### Remarques:

Der Ausstieg aus dem Atomstrom ist nur möglich mit einem Massnahmenpaket, das einen zügigen Umstieg in erneuerbare Energien und verbindliche Vorgaben zur Energieeffizienz umsetzt. Der SGB anerkennt die komplexe Problematik von definierten Ausstiegsdaten der einzelnen AKW (Druck auf Aktien der Stromkonzerne, ungenügende Äufnung der Fonds, mögliche Regressforderungen an Bund und Kantone, Überwälzung der Kosten des Rückbaus auf die Allgemeinheit). Andererseits stellt sich bereits jetzt dringend die Frage, wie sinnvoll die Nachrüstung der AKW noch ist. Die Investitionen müssen ab jetzt forciert für den Ausstieg getätigt werden: Die Stilllegungs- und Entsorgungsfonds müssen rascher geäufnet werden und das Renditeziel der Fonds ist nach unten anzupassen.

Die veranschlagten Kosten von 20 Milliarden Fr. für den Rückbau aller AKW schätzt der SGB als zu gering ein. Am Rückbau des AKW Greifswald wird seit 20 Jahren gearbeitet und die Kosten beziffern sich dort mittlerweile auf über 12 Mia. Euros. Dabei handelt es sich zwar um einen anderen Reaktortypus, aber die Dauer des Rückbaus ist durchaus vergleichbar. Für Beznau wird zurzeit mit 17 Jahren Rückbau gerechnet. Das heisst allerdings auch in positivem Sinne, dass der Ausstieg aus der Atomenergie auf Jahrzehnte hinaus Arbeitsplätze schaffen wird.

#### **Loi sur l'énergie nucléaire**

### 4 Etes-vous d'accord que l'octroi d'autorisations générales pour la construction de nouvelles centrales nucléaires soit interdit?

*Loi sur l'énergie nucléaire, art. 12, al. 4 (nouveau)*

*Rapport explicatif: 1.2 et 2.2.6*

Oui

## Objet, objectifs et principes de la loi sur l'énergie

- 5 Etes-vous d'accord que la loi fixe des objectifs de développement pour la production d'électricité issue des énergies renouvelables et des objectifs de consommation?

*LEne art. 2 et 4, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: ensemble du rapport, notamment les points 1.2, 1.3, 1.6, 2.1 (1<sup>er</sup> chapitre)*

Oui

### Remarques:

Es ist richtig, Ziele für den Zubau von erneuerbaren Energien und Verbrauchsziele zur Absenkung des Energiebedarfs (nicht nur Strom) festzulegen, damit an diesen die Wirkung der Massnahmen überprüft werden kann. Es müssten bereits für das Jahr 2020 Zielwerte festgelegt werden und die Zielwerte für das Jahr 2035 ambitionierter sein. Das Potenzial der Wasserkraft ist nach Einschätzung des SGB bereits heute weitgehend ausgeschöpft, der weitere Zubau von 3 TWh würde unnötig mit dem Landschaftsschutz kollidieren. Stattdessen wird das Potenzial der Photovoltaik zu tief angesetzt. Dies ist falsch, die Gestehungskosten entwickeln sich laufend nach unten und Produktionsanlagen sind wenig invasiv und gesellschaftlich akzeptiert.

## Efficacité énergétique

### Bâtiment

- 6 Etes-vous d'accord avec l'augmentation prévue des ressources totales allouées à la Confédération et aux cantons en vue de renforcer le programme Bâtiments à 600 millions de francs par an au maximum dès 2015?

*Loi sur le CO<sub>2</sub>, modifications art. 29 et 34*

*Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment) et 2.2.2*

Non

### Remarques:

Im Gebäudebereich besteht ein riesiges Spar- und Effizienzpotenzial, welches ausgeschöpft werden soll. Die schnellste Wirkung haben verschärfte Vorschriften für Geräte, Anlagen und Leuchten und ein Verbot von Elektroheizungen, nicht aber die Ausweitung des Gebäudeprogramms.

Der SGB hat sich immer gegen die Teilzweckbindung der CO<sub>2</sub>-Abgabe ausgesprochen, da dies ihren Charakter als Lenkungsabgabe verfälscht. Effektiv werden mit der Teilzweckbindung die Einkommen der Arbeitnehmenden geschmälert um Gebäudesanierungen zu subventionieren. Das ist der falsche Weg, da die Mitnahmeeffekte bei Gebäudesanierungen sehr hoch sind. Deshalb lehnt der SGB eine weitere Erhöhung der Gesamtmittel für das Gebäudeprogramm ab.

Weiter fordert der SGB flankierende Massnahmen, damit durch das Gebäudeprogramm die Wohnkosten in Ballungszentren nicht zusätzlich in die Höhe getrieben werden:

- Transparenz bei der Auszahlung von Fördergeldern für MieterInnen
- keine Fördergelder bei Sanierungen mit vorhergehenden Leerkündigungen
- Überprüfung der Mietzinse nach Sanierungen

7 Quelle variante préférez-vous pour la modification de la base légale relative à l'affectation du produit de la taxe sur le CO<sub>2</sub> au domaine du bâtiment?

*Loi sur le CO<sub>2</sub>, modifications art. 29 et 34*

*Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment) et 2.2.2*

Pas de variante

Remarques:

Der erläuternde Bericht zeigt klar auf, dass auch mit einer erhöhten CO<sub>2</sub>-Abgabe die Klimaziele verfehlt werden. Die Lenkungsabgabe, so wie sie jetzt konzipiert ist, bringt nicht den gewünschten Effekt. Der SGB unterstützt deshalb keine der vorgeschlagenen Varianten, sondern fordert den Bundesrat auf, sehr bald eine Analyse dazu vorzulegen, welcher Art eine Lenkungsabgabe sein müsste, die zielführend sein kann. Im bestehenden Gebäudeprogramm aber müssen die Globalbeiträge an die Kantone daran geknüpft sein, dass diese ein harmonisiertes Förderprogramm zum Austausch von Ölheizungen und ortsfesten elektrischen Widerstandsheizungen umsetzen.

8 Etes-vous d'accord que la déduction fiscale des coûts d'investissements dans les bâtiments qui servent à économiser l'énergie et à protéger l'environnement puisse être répartie sur trois ans et qu'à partir de 2025, il ne soit possible de déduire fiscalement les investissements (cf. rapport explicatif: 2.2.3) qui servent à économiser l'énergie et à protéger l'environnement que lorsque le bâtiment concerné respecte une norme énergétique minimale déterminée?

*Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct, art. 31a (nouveau), art. 32, al. 2<sup>bis</sup> (nouveau), art. 32, al.2<sup>ter</sup> (nouveau), art. 67a (nouveau) et art. 205e (nouveau); Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, art. 9, al. 3<sup>bis</sup> à 3<sup>quinquies</sup> (nouveau), art. 10, al. 1<sup>ter</sup> (nouveau), art. 25, al. 1<sup>ter</sup>, art. 72q (nouveau) et 78f (nouveau)*

*Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment), 2.2.3 et 2.2.4*

Non

Remarques:

Der SGB ist gegen weitere steuerliche Entlastungen, zumal deren Lenkungswirkung für umfassendere Sanierungen gering ist. Bereits heute ist es möglich, die Kosten von Sanierungen über zwei Jahre hinweg steuerlich geltend zu machen. Bund und Kantone gehen nach Schätzung einer interdepartementalen Analyse jährlich Steuereinnahmen in Milliardenhöhe verloren (Bund ca. 280 Mio., Kantone ca. 1.3 Mia.) und Steuerabzüge haben immer den unerwünschten Effekt, dass hohe Einkommen vor bescheideneren begünstigt werden.

**Mobilité**

9 Etes-vous d'accord avec le renforcement de la valeur cible d'émissions de CO<sub>2</sub> pour les voitures de tourisme immatriculées pour la première fois à 95 g CO<sub>2</sub>/km en moyenne d'ici la fin 2020?

*Loi sur le CO<sub>2</sub>, modification art. 10*

*Rapport explicatif: 1.3.1 (Mobilité) et 2.2.2*

Oui

Remarques:

Der SGB begrüsst die Verschärfung der Emissionswerte. Es macht ebenfalls Sinn, dass dem Bundesrat mit Art. 10a die Kompetenz erteilt wird, die Zielwerte ohne Gesetzesänderung anzupassen.

Der SGB fordert einmal mehr, dass eine Abgabe auf Treibstoffen erhoben wird, da diese eine Wirkung auf das Mobilitätsverhalten hätte, den öffentlichen Verkehr konkurrenzfähiger machen würde und den Tanktourismus aus dem nahen Ausland eindämmen könnte.

10 Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une valeur cible d'émissions de CO<sub>2</sub> pour les voitures de livraison et pour les tracteurs à sellette légers immatriculés pour la première fois et sa fixation à 175 g CO<sub>2</sub>/km en moyenne d'ici la fin 2017 et à 147 g CO<sub>2</sub>/km en moyenne d'ici la fin 2020?

*Loi sur le CO<sub>2</sub>, modification art. 10*

*Rapport explicatif: 1.3.1 (Mobilité) et 2.2.2*

Oui

**Entreprises d'approvisionnement en énergie et entreprises de la branche énergétique**

11 Etes-vous d'accord que les fournisseurs d'électricité doivent remplir les objectifs fixés en vue d'accroître constamment l'efficacité de la consommation d'électricité (au moyen de l'introduction de certificats dits blancs)?

*LEne, art. 43 à 46, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.1 (Entreprises d'approvisionnement en énergie) et 2.1 (chapitre 6, 3e paragraphe)*

Oui

Remarques:

Der SGB befürwortet grundsätzlich den konzeptionellen und fundamentalen Wechsel, der hier beabsichtigt wird. Die EVU sind die zentralen Akteure für die Energiewende, da sie die Energieversorgung gewährleisten, über vielfältiges Fachwissen verfügen und in direktem Kontakt mit den Endverbrauchern stehen:

- Die Zielvorgaben sollten die Reduktion des gesamten Energieverbrauchs umfassen. Viele EVU bieten bereits heute erfolgreich Effizienzberatung für Haushalte und Unternehmen an. Auf diesen Erfahrungen soll aufgebaut werden.
- Das Geschäftsmodell der soeben preisgekrönten Services Industriels de Genève zeigt, dass Energieeffizienz gewinnbringend betrieben werden kann ganz ohne den Aufwand mit Zertifikaten.
- Eine weitere Liberalisierung des Strommarkts wäre in diesem Konzept der Zielvorgaben zur Verbrauchsreduktion verheerend.
- Es gibt kein Konzept für kleine EVU (Art. 43 Abs. 3). Von diesen gibt es in der Schweiz Hunderte, sie sind als reine Elektrizitätslieferanten und Netzunterhalter im Verteilnetz tätig. Hier droht Ressourcenverlust und Arbeitsplatzabbau, den man sich aber in der Energiewende



nicht leisten kann. Der Umbau im Verteilnetz, die dezentral ausgerichtete Produktion von erneuerbaren Energien, die Versorgungssicherung und kleinräumige Speicheroptionen müssen sich auf solides und hoch qualifiziertes Fachwissen vor Ort abstützen können. Es muss in die Aus- und Weiterbildung der Angestellten dieser EVU investiert werden.

- Es wäre sinnvoll, die EVU in die WKK-Strategie (siehe dazu Fragen 26ff) einzubinden, da diese eine wesentliche Komponente der gesamten Energieeffizienz darstellt. Die EVU betreiben WKK-Anlagen, dies könnte in die Zielvereinbarungen einfließen. Aber auch in der Installation und im Unterhalt vor Ort bei der Kundschaft wären sie geeignet, für den optimalen Einsatz dieser Technologie zu garantieren.

12 Etes-vous d'accord que la Confédération ait la possibilité d'obliger les entreprises de la branche énergétique, aux fins de transparence et d'information, à publier des données (notamment relatives à la consommation d'électricité et de chaleur de groupes de clients et relatives aux offres et aux mesures visant à promouvoir les énergies indigènes, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique)?

*LEne, art. 62, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 9)*

Oui

Remarques:

Der SGB begrüsst diese Massnahmen, da nur so ein Monitoring gewährleistet sein kann. Dieses ist dringlich nötig. Hier ist auch Aufschluss über die Produktivität der Pumpspeicherwerke und deren Beitrag an die Versorgungssicherheit gefordert.

**Industrie et services**

13 Etes-vous d'accord avec l'élargissement des appels d'offres publics à la production et à la distribution d'électricité?

*LEne, art. 33, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.1 (Industrie et services) et 2.1 (chapitre 4)*

Oui

14 Etes-vous d'accord que les consommateurs finaux dont la consommation électrique annuelle est supérieure à 0,5 GWh puissent s'engager envers la Confédération à accroître leur efficacité électrique et à réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub> et ainsi se faire rembourser le supplément sur les coûts de transport?

*LEne, art. 38, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.1 (Industrie et services) et 2.1 (chapitre 5, 1<sup>er</sup> paragraphe)*

Non

Remarques:

Der Kreis der abgabebefreiten Unternehmen soll möglichst klein gehalten werden. Er soll auf die Unternehmen beschränkt sein, die durch die Energiewende in ihrer internationalen Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigt werden oder auf die energieintensiven Unternehmen, z.B. in

der Kreislaufwirtschaft, die mit ihrer Tätigkeit einen direkten Beitrag an die Energiewende leisten:

- Stromkosten im Vergleich zur Bruttowertschöpfung, keinesfalls tiefer als 10% der Bruttowertschöpfung
- Berechnung für einzelne Standortbetriebe und nicht ganze Grossunternehmen
- zwingende Zielvorgaben zur Energieeffizienz und Reinvestition des rückerstatteten Betrags in Massnahmen zur Energieeffizienz
- zeitliche Beschränkung der Befreiung bis zur Einführung einer allgemeinen Lenkungsabgabe

### Energies renouvelables

15 Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une planification commune de la Confédération et des cantons et d'un plan des potentiels de développement à l'échelle suisse pour le développement des énergies renouvelables?

*LEne, art. 11 et 12, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2<sup>e</sup> paragraphe)*

Oui  Non

#### Remarques:

Eine kantonsübergreifende Analyse des regionalen Potenzials für erneuerbare Energien macht Sinn, sie muss aber zwingend auch eine Analyse von Ausschluss- und Schutzgebieten beinhalten. Insbesondere bei der Wasserkraft und Windanlagen muss das Förderpotenzial mit dem Landschaftsschutz abgewogen werden, ansonsten keine nachhaltige und wirtschaftliche Planung möglich ist: Die hohen Vergütungssätze der KEV für die Wasserkraft setzen hier ganz falsche Anreize, da sie Produktionsanlagen an wenig ergiebigen Orten möglich machen, die sonst nicht rentabel wären und entsprechend auch gar nicht geplant, geschweige denn gebaut würden.

16 Etes-vous d'accord que les cantons soient obligés de délimiter dans le plan directeur, en particulier pour la force hydraulique et l'énergie éolienne, les zones et les tronçons de cours d'eau propres à l'utilisation et à présenter à cette fin un plan d'affectation?

*LEne, art. 13, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2<sup>e</sup> paragraphe)*

Oui  Non

#### Remarques:

Auch hier gilt der gleiche Vorbehalt wie oben. Eine einseitige Nutzungsplanung birgt unnötigen Konfliktstoff und verzögert letztlich den Zubau von erneuerbaren Energien. Richtig ist, dass ein gewisser Handlungsdruck für die Kantone aufgebaut wird, die Planung der Schutz- und Nutzungsgebiete zügig an die Hand zu nehmen. Das schafft für sämtliche Beteiligte, auch für die Gemeinden vor Ort, eine geklärte Ausgangslage.

- 17 Etes-vous d'accord que de nouvelles installations destinées à utiliser les énergies renouvelables puissent revêtir un intérêt national à partir d'une certaine taille et d'une certaine importance?

*LEne, art. 14, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2<sup>e</sup> paragraphe)*

Non

Remarques:

Die Grösse ist kein genügendes Kriterium und die Bedeutung ist je nach Blickwinkel und Interessenslage ein relatives Kriterium. Z. B. Pumpspeicherwerke, die vor dem beschlossenen Ausstieg aus der Atomenergie geplant wurden, mutieren nun zu einem unverzichtbaren Element der Energiewende, da nur durch sie die Versorgungssicherheit gewährleistet sei. De facto sind sie problematische Kostentreiber, nicht zuletzt auch für den Netzausbau. Eine weitere Schwächung von Schutzinteressen ist kontraproduktiv.

**Conditions de raccordement, obligations de reprise et de rétribution**

- 18 Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une réglementation de la consommation propre, autrement dit avec la création de la possibilité légale pour des exploitants d'installations de consommer l'énergie qu'ils ont eux-mêmes produite?

*LEne, art. 17, al. 2, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 1<sup>e</sup> paragraphe)*

Oui

Remarques:

Eine klare Eigenverbrauchsregelung wird unterstützt. Der Eigenverbrauch entlastet das Verteilnetz und beansprucht keine Vergütungen. Auch Areallösungen in einem zu definierenden Rahmen müssten möglich sein ohne dass Netzzuschläge verrechnet werden. Die Eigenverbrauchsregelung stellt allerdings hohe Anforderungen an die Netzbetreiber vor Ort und das Net-Metering muss präzise geregelt werden.

**Système de rétribution de l'injection**

- 19 Etes-vous d'accord avec l'exclusion de la participation au système de rétribution de l'injection des usines d'incinération des ordures ménagères, des installations au gaz d'épuration et des installations alimentées partiellement aux combustibles ou aux carburants fossiles?

*LEne, art. 18, al. 4, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 2<sup>e</sup> paragraphe)*

Sans opinion

20 Etes-vous d'accord avec la limitation des moyens financiers annuels disponibles pour la promotion des installations photovoltaïques? Ce contingentement doit remplacer la réglementation aujourd'hui échelonnée avec le plafond global et les plafonds partiels ?

*LEne, art. 20, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 2<sup>e</sup> paragraphe)*

Non

Remarques:

Die Photovoltaik wird mit dieser Kontingentierung unnötigerweise ausgebremst. Die Entwicklung der Gestehungskosten, das grosse und relativ konfliktfreie Potenzial und die Wertschöpfung der Branche sprechen für eine sehr viel stärkere und schnellere Nutzung dieser Energiequelle. Der SGB spricht sich unter folgenden Voraussetzungen für einen jährlichen Zubau von 100 MW für Photovoltaik aus:

- Vergütungssatz laufend an Gestehungskosten anpassen
- Vergütung erst zum Zeitpunkt der Inbetriebnahme festlegen
- Vergütungsdauer auf 10 Jahre verkürzen

21 Etes-vous d'accord qu'un organe séparé soit créé en la forme d'une filiale de la Société nationale du réseau de transport pour l'exécution du système de rétribution de l'injection et pour les nouvelles tâches (rétribution unique pour les petites installations photovoltaïques, système de rétribution du CCF)?

*LEne, art. 65 et 66, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 10)*

Non

Remarques:

Der Vollzug des Vergütungssystems muss von der Swissgrid getrennt werden, da Interessenskonflikte drohen. Die Stromkonzerne als Mehrheitseigner der Swissgrid sind selbst Gesuchsteller bei der KEV und Nutzniesser der Einspeisevergütungen. Das Einspeisevergütungssystem sollte von einer unabhängigen Bundesstelle betreut werden.

**Contribution unique aux petites installations photovoltaïques**

22 Etes-vous d'accord que les installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW soient encouragées en dehors du modèle de la rétribution de l'injection?

*LEne, art. 28 à 30, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 3<sup>e</sup> paragraphe)*

Oui

Remarques:

Ein Investitionsbeitrag von 30 % der Anlagekosten bei kleinen Anlagen und der Möglichkeit des Eigenverbrauchs ist ein guter Anreiz für Private, zumal dann auch ihre administrativen Aufwände für die KEV entfallen.

- 23 Etes-vous d'accord que les installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW soient encouragées avec une contribution unique (rétribution unique) au lieu de la rétribution de l'injection? Ou préférez-vous, comme alternative à la rétribution unique, le *Net Metering* pour la promotion future des petites installations photovoltaïques d'une puissance inférieure à 10 kW?

*LEne, art. 28 à 30, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 3<sup>e</sup> paragraphe)*

- Rétribution unique  
 *Net Metering*

Remarques:

Einmalvergütung und Net-Metering in Kombination sind zu bevorzugen. Beim Net-Metering würde der eingespeiste Strom zum selben Tarif wie der eingekaufte Strom verrechnet.

- 24 Etes-vous d'accord que les petites installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW en liste d'attente (sans décision positive) soient retirées du système de rétribution de l'injection et encouragées au moyen d'une rétribution unique?

*LEne, art. 71, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 3, 2<sup>e</sup> paragraphe et chapitre 12)*

- Oui

**Supplément sur les coûts de transport**

- 25 Etes-vous d'accord avec la suppression du plafond global et des plafonds partiels pour le financement des rétributions?

*LEne, art. 36, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 5)*

- Oui

Remarques:

Die Vergütungssätze für Kleinstwasserkraftwerke und die Risikogarantien für Geothermie müssen dringend nach unten korrigiert werden, da sie ein hohes Potenzial suggerieren und die KEV finanziell stark belasten. Das Einspeisevergütungssystem sollte in pragmatischer Weise den Zubau von Anlagen fördern, die sich mittelfristig lohnen und deren Potenzial unter heutigen technologischen Bedingungen bewiesen ist.

**Centrales fossiles**

- 26 Etes-vous d'accord avec l'introduction d'un système de rétribution du CCF?

*LEne, art 31 ss, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.1 (chapitre 3, 4<sup>e</sup> paragraphe)*

- Oui

Remarques:

Der SGB fordert seit Jahren, dass die WKK-Technologie für die Energiewende eingesetzt wird und begrüsst, dass dies in der Energiestrategie nun aufgenommen wird. WKK nehmen in der Energiewende eine wichtige Brückenfunktion ein, da sie im Winter Strom produzieren. Die Technologie bietet sich als Alternative zu einem kostspieligen Ausbau des Übertragungsnetzes und zum Stromimport an. Es sollte deshalb verstärkt an der Weiterentwicklung der Technologie, flexiblen Einsatzmöglichkeiten und der Eliminierung des Schadstoffausstosses gearbeitet werden. Mit dem Wirkungsgrad der kleineren Anlagen von nahezu 100% bei vollständiger Nutzung der erzeugten Wärme sind WKK trotz der CO<sub>2</sub>-Emission ein zentrales Element der Energieeffizienz. Die intensive Forschung zu Speichertechnologien lässt erwarten, dass bereits in wenigen Jahren WKK mit synthetischem Gas (aus Wind- und Sonnenenergie) betrieben werden.

27 Etes-vous d'accord avec le domaine de promotion du système de rétribution du CCF (installations dont la puissance calorifique se situe entre 0,35 MW et 20 MW compris)?

*LEne, art. 31, al. 1, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.1 (chapitre 3, 4<sup>e</sup> paragraphe)*

Non

Remarques:

Die Limitierung auf grosse Anlagen schränkt das Potenzial der WKK für die dezentrale Versorgungssicherung enorm ein. Denkbar ist der Einsatz von Klein-WKK nach dem Schwarmprinzip, die ein eigentliches Wärme- und Stromnetz bilden. Auch der Einsatz in alter Bausubstanz, die nicht oder nur unter unverhältnismässig hohen Kosten energetisch saniert werden kann, macht Sinn. Hier könnte ein Investitionsbeitrag analog zu kleinen PV-Anlagen zum Zug kommen.

Die Massnahmen der Energiestrategie sollten einen Schwerpunkt bei der technischen Entwicklung und Umsetzung von dezentralen, kleinräumigen WKK-Lösungen setzen und die EVU sollten hier eine massgebliche Rolle spielen.

28 Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une obligation de compenser toutes les émissions produites allant de pair avec l'exemption de la taxe sur le CO<sub>2</sub> pour les installations participant au système de rétribution du CCF?

*Loi sur le CO<sub>2</sub>, art. 22, al. 4<sup>bis</sup> (nouveau)*

*Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.2.2*

Oui

Remarques:

Das ist grundsätzlich richtig, allerdings muss hier auch erwähnt sein, dass die CO<sub>2</sub>-Emissionen von WKK-Strom aufgrund des hohen Wirkungsgrads nur halb so hoch sind wie die von Importstrom.

29 Quelles autres alternatives possibles pour promouvoir le couplage chaleur-force proposez-vous?

- Verstärkte Einspeisung von (nicht durch Lebensmittel produziertem) Biogas ins Gasnetz
- erleichterte Rahmenbedingungen für Import von erneuerbarem (synthetischem) Gas
- Entwicklung von WKK-Strategien für Kommunen und Gemeinden mit gutem Gasnetz, Einbezug der EVU vor Ort
- Beteiligung an (europäischen) Forschungsprojekten zu synthetischem Gas und Speicherung im Gasnetz
- CO<sub>2</sub>-Abgabe auf Importstrom

## Réseaux

30 Etes-vous d'accord avec les réglementations proposées visant à accélérer la procédure dans le domaine du droit de l'électricité, notamment avec la limitation du recours au Tribunal fédéral aux questions juridiques de principe?

*Loi sur le Tribunal fédéral, art. 83, let. w (nouveau)*

*Rapport explicatif: 1.3.4 et 2.2.1*

Non

### Remarques:

Solange grundlegend strategische Fragen zum Netzausbau nicht geklärt sind, lehnt der SGB die Regelungen ab. Die Kosten des Netzausbaus sind nebst dem Rückbau der AKW die grösste Finanzinvestition in der Energiewende. Die Ausrichtung von Forschung und Entwicklung im Netzbereich ist ebenfalls offen. Es ist nicht vertrauensbildend, wenn Rechtsmittel auf Vorrat beschränkt werden und dadurch auch noch allfällig falsche Investitionen begünstigt würden.

31 Etes-vous d'accord avec les réglementations proposées relative à l'introduction et à la prise en charge des coûts des systèmes de mesure intelligents?

Elle concerne notamment les normes de délégation relatives à l'introduction et à la fixation d'exigences minimales et la possibilité pour les gestionnaires de réseau de répercuter sur les clients finaux les coûts de l'introduction des systèmes de mesure intelligents prescrits par la loi en tant que coûts de réseau imputables.

*Loi sur l'approvisionnement en électricité, art. 15, al. 1 et 1<sup>bis</sup> (nouveau) et art. 17a (nouveau)*

*Rapport explicatif: 1.3.4 et 2.2.8*

Non

### Remarques:

Der SGB lehnt diese Regelungen zum jetzigen Zeitpunkt ab, da a) die Netzstrategie nicht vorliegt, b) die Smart Grid Roadmap nicht bekannt ist und c) die flächendeckende Einführung von Messsystemen als Teil eines Smart Grid erst notwendig wird, wenn der Anteil fluktuierender Energie im Netz einen definierten Schwellenwert übersteigt. Davon dürfte die Schweiz noch Jahre entfernt

sein. Der Nutzen der Einführung dieser Messsysteme für die Endverbraucher ist zum jetzigen Zeitpunkt nicht klar, von diesen aber würde sie via Netzzuschlag auf dem Strompreis finanziert.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

**SCHWEIZERISCHER GEWERKSCHAFTSBUND**

Paul Rechsteiner  
Präsident

Dore Heim  
Geschäftsführende Sekretärin